

L'ENSEMBLE DE LA POPULATION BRÉSILIENNE EST MOBILISÉ PAR LE PRÉSIDENT SARNEY POUR LUTTER CONTRE L'INFLATION, AVEC L'APPUI DE GLOBO ET DES ECOLES DE SAMBA

# Brésil, samba contre l'inflation

danse particulière du Brésil

« *Crusoeiro est mort — 1 000 ans trois zéros — vive le Cruzeiro!* » Une semaine après l'annonce de la mise en œuvre immédiate du « plan de stabilité économique », le réal a dévalué par mille la monnaie nationale, en provoquant une transformation du système économique et financier. Le pays est déjà à l'équilibre, sur toile de fond populaire.

Dans l'intérieur de l'Etat de Mato Grosso do Sul, le président José Sarney a été reçu par la population en tant que sauveur de la nation. Les ministres des Finances, Dilson Furtado, ont hésité à comparer cette ascendance avec celle de Juscelino Kubitschek, le charismatique des années 50. La transformation du régime présidentiel ressemble fort à une révolution entre le peuple et les élites.

La défection du défunt Tanzi, renversant la dictature militaire, avait suscité jusqu'à présent une mobilisation populaire. Les sondages effectués dans la capitale de la nation approuvent

Les Brésiliens qui, il y a un mois, assimilaient l'économie à l'inflation n'ont plus que deux mots à la bouche : désindexation et blocage. Les prix ont en effet été gelés sur le 28 février, et ce pour l'instant.

Sur les marchés aux petits produits, en passant par les services, les secteurs lourds de la production du pays a dû réévaluer les prix en cruzeiros, dans le délai d'un week-end. Et gare aux « *économies populaires* », qui seraient de ce répit pour leurs tarifs. Les fonctionnaires de la SUNAB (l'organisme qui fixe les prix), la police militaire ainsi que l'ensemble de la population ont été réquisitionnés pour à bien la croisade brésilienne contre l'inflation qui, originellement prévue à 25 % en mars, de plan réussit, être ramenée à

DES PRIX. Associations d'enseignants, écoles de samba, ménages s'organisent en brigades. Les croisés de José Sarney ont des ménagères qui arpentent les pays avec la liste des prix

entrevue avec le ministre du Travail, Almir Piazanotto, lié au PMDB. La CUT, centrale proche du parti de Lula, le célèbre leader syndicaliste des métallos, ne sait plus trop, elle non plus, quelle attitude adopter, mais continue de militer contre le gel des salaires.

Il existe en effet un obstacle « salaires » au sein du plan. Si le blocage des prix est le fer de lance du dispositif, le gel des salaires en est la pierre d'achoppement. Pour les économistes du gouvernement, les salariés doivent donner l'exemple. Résultat : le salarié enregistrerait, selon certains experts, une perte sèche de 25 à 50 % de son pouvoir d'achat, que même le scénario catastrophe de réajustement automatique en cas d'inflation supérieure à 20 % ne pourrait enrayer.

« **UNE AUTRE PLANÈTE** ». Création d'une assurance chômage, début de négociations interentreprises et chamboulement du crédit, promesse d'une monnaie forte, bourse en état d'euphorie : le dispositif dit du « choc hétérodoxe », qui consiste à limiter l'inflation tout en maintenant la

croissance, représente une révolution dans le quotidien des Brésiliens. Ceux-ci, malgré leur enthousiasme, ne s'y retrouvent pas toujours, malgré les efforts de la presse télévisée qui, mobilisée vingt-quatre heures sur vingt-quatre, explique à la population les nouvelles données et règles du jeu.

Dans une émission spéciale organisée vendredi dernier par Télé Globo, l'économie est pourtant devenue limpide aux yeux de 130 millions de Brésiliens, grâce à l'incroyable show plein de tendresse, de passion et de discours didactique d'un économiste de cinquante-quatre ans, Maria da Conceição Tavares, professeur d'économie à l'université de Campinas, rattachée au ministère du Plan. Du jamais vu sur les chaînes de télévision brésiliennes.

Au fil des questions posées en direct par des industriels, des artistes, des ex-ministres et des téléspectateurs, elle s'est montrée tour à tour explosive : « *Nous sommes maintenant sur une autre planète!* » ; combative : « *Avec un plus grand prestige économique, la stabilité du Cruzeiro et un marché en expansion, il nous*



LES MESURES ANNONCÉES PAR LE PRÉSIDENT BRÉSILIEN ONT PROVOQUÉ UNE VÉRITABLE EUPHORIE POPULAIRE

sera plus facile de négocier la dette extérieure ». Emouvante. A en pleurer elle-même devant les caméras : « *il y a longtemps que je n'ai pas été aussi contente. Je fais confiance au peuple brésilien, à la justice de ce pays et aux organisations de travailleurs pour que tous les conflits se ré-*

glent sérieusement. Les négociations enfin luttent enfants.

Contre ceux qui critiquent la mobilisation brésilienne en samba, le Brésil a maintenant sa police. CATHÉ

## NUCLÉAIRE

# Les Chinois tournent autour de la centrale

Il n'y a personne des affaires internationales, on ne sait pas ce qui se dit, ni ce qui se fait à Pékin. Voilà pour Framatome.

Les négociations sur la vente à la Chine d'une première centrale nucléaire ? No comment. On reconnaît tout de même que Pékin appelle dix fois par jour. Pas d'avantage de précisions du côté d'EDF : « *En pleine négociation, vous pensez bien qu'on ne vous dira rien.* » Au ministère du Commerce extérieur, qui a suivi la

négociation pour le compte des pouvoirs publics, on est, bien sûr, « en réunion ».

Bref, la signature de la lettre d'intention pour la construction de deux tranches nucléaires à Daya Bay, originellement prévue pour le 1<sup>er</sup> mars, a tendance à patiner. Pourquoi ? Les Chinois, qui, avec Daya Bay, commandent leur première centrale à des constructeurs étrangers, sont, de l'avis des négociateurs français, des gens extrêmement tâtilons. Et puis,

il y a le prix. Et les Chinois, qui n'avaient que peu d'idées de ce que coûte une tranche nucléaire, ont été, dit-on, extrêmement surpris de l'appréhender.

Du coup, les négociations ont forcément duré plus longtemps. Enfin, on se serait mis d'accord sur un montant de 10 milliards de francs, dont 6 ou 7 seraient couverts par un crédit à l'exportation du gouvernement, avec un taux d'intérêt de 10 %. Mais

rien n'empêche la Chine soit revenue sur l'accord conclu dernier par le vice-M. Li Peng, avec

L'hypothèse du prix est d'autant plus délicate que la Chine a pour la durée de son quinquennal (1986-1990) d'un troisième plan. Sunan, dans la province de Guangdong, La Chine, dont le commerce extérieur a affiché l'excédent commercial de 1985, a choisi en 1986 des dépenses d'investissement du projet Framatome. La négociation avec, ne serait-ce que les mandats de KWU, est une manière de faire des prix de la par

## TAUX D'INTERET

# Les banques réticentes

Les banques françaises vont-elles suivre ? Vont-elles transformer la baisse générale des taux d'intérêt enregistrée sur toutes les places mondiales en diminuant leur taux de base

l'argent sur le marché monétaire français (sur lequel se financent les banques à hauteur de 40 %) est descendu à 8,25 %, s'alignant ainsi sur le taux d'intervention de la Banque de

France : une brusque diminution pourrait menacer l'équilibre de leur compte d'exploitation.

Cette hypothétique baisse du taux de base bancaire devrait néanmoins

EDF, qui tab

**Carlos Bresser Pereira remplace  
Dilson Furnaro comme ministre des Finances**

# Brésil : l'hypothèque politique vient alourdir la dette

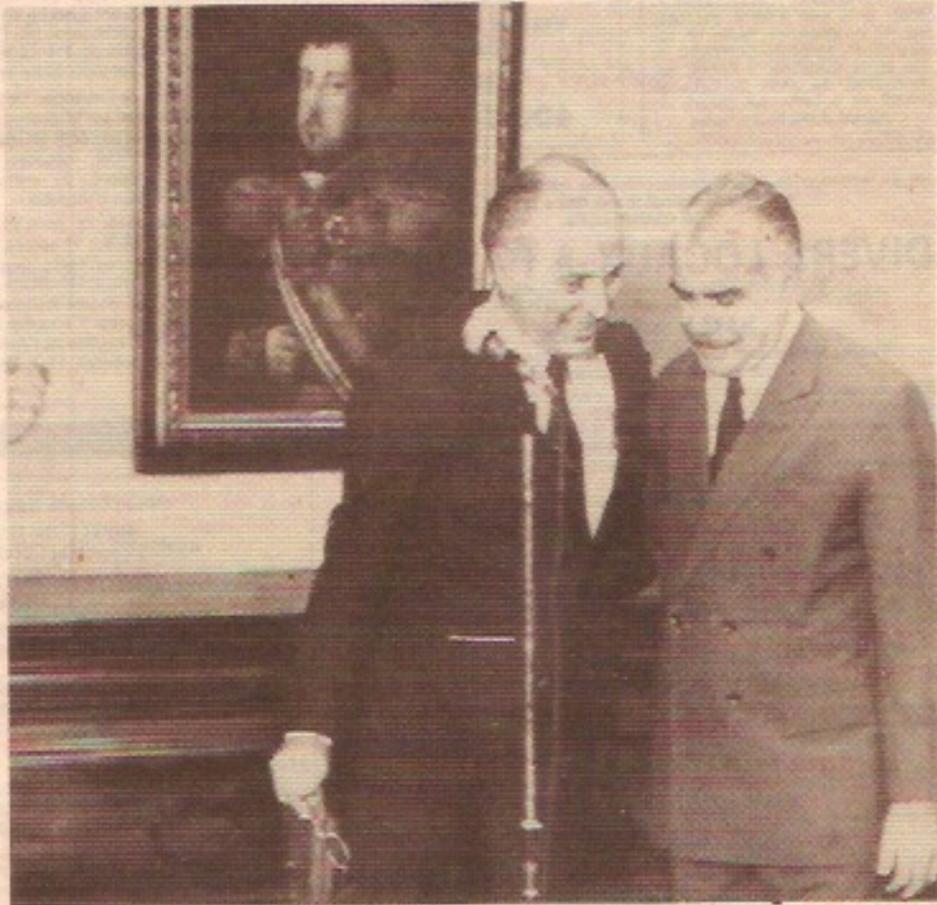
Le départ de Dilson Furnaro et l'arrivée de Luiz Carlos Bresser Pereira au ministère des Finances sont les signes les plus nets de la crise politico-économique que connaît actuellement le Brésil. Le plan Cruzado prôné par le premier n'est pas parvenu à remettre en route la machine économique brésilienne. Du coup, l'homme de la rue réclame des élections anticipées pour 1988, deux ans avant la fin du mandat du président José Sarney.

« Nous allons vivre la plus grande crise économique que ce pays ait jamais vécue, et le président José Sarney n'a ni les moyens politiques ni la détermination qui lui permettraient de faire front. » La phrase est de André Lara Resende, un des pères du plan Cruzado. Ce plan, qui comprenait une dévaluation et un blocage des prix et des salaires avait provoqué lors de son lancement, en février 1986, une vague de mobilisation enthousiaste dans l'ensemble du pays.

Aujourd'hui, après la reprise de l'inflation, la quasi-disparition de l'excédent commercial, la crise de confiance dans les milieux économiques et la chute de Dilson Furnaro, ministre des Finances, la semaine dernière, la presse brésilienne parle du commencement de la fin. Sous-entendu, celle « de José Sarney », le président brésilien, qui, selon elle, a subi un véritable « Waterloo ».

De fait, le gouvernement de José Sarney traverse la crise la plus grave de son existence. La sortie tardive du ministre des Finances, Dilson Furnaro, dont nombre de politiques, gouverneurs et industriels, réclamaient la tête depuis des semaines, n'avait pas arrangé la popularité du président brésilien. Le feuilleton picaresque du remaniement ministériel qui a suivi l'a complètement discrédité.

Tandis que le président Sarney se prêtait à maintes manœuvres pour court-circuiter le pouvoir d'Ulysses Guimarães, chef de file du parti PMDB, majoritaire à la Chambre, au Sénat et aux postes de gouverneurs d'Etat, la presse nationale, via le *Journal do Brasil*, accusait Roseana et Murad, respectivement fille et gendre du président de la République,



Le président brésilien José Sarney (à droite) confie la responsabilité du ministère des Finances à Luiz Carlos Bresser Pereira, qui remplace Dilson Furnaro, le ministre démissionnaire (Photo AFP)

Cet épisode et le veto catégorique opposé par le PMDB à cette nomination contraignaient le président Sarney à faire machine arrière, à perdre la face et à se contenter de Luis Carlos Bresser Pereira (voir article ci-dessous).

**DENONCER  
« L'IMPUNITÉ  
GENERALISEE »**

Dans la foulée, Dilson Furnaro irrité par le refus du président d'appliquer un nouveau blocage des prix et des salaires, en profitait pour vider son sac en dénonçant « l'impunité généralisée », qui règne

dans le pays, sans pour autant rien perdre de son calme et de sa superbe, qui lui valent des centaines de fans parmi les journalistes et les femmes. A la veille de sa démission, son équipe s'appretait en effet à dénoncer les irrégularités constatées dans les importations de riz, mais et viande, irrégularités dans lesquelles seraient compromis certains fonctionnaires d'Etat.

Du coup, les pressions pour des élections présidentielles anticipées tant au sein du PMDB, de l'opposition, que des milieux d'affaires, se font

de plus en plus fortes. Un vœu qui semble être aussi celui de la nation : un sondage informel réalisé la semaine dernière à Rio auprès de mille passants donnait une majorité de 80 % en faveur d'élections directes pour 1988, soit deux ans avant la fin du mandat de José Sarney. Selon un autre sondage, le 25 février dernier, juste après l'annonce du moratoire brésilien, 50 % des Brésiliens contre 43 ne faisaient déjà plus confiance à José Sarney.

Catherine Roubaud  
à Rio de Janeiro

## Luiz Carlos Bresser Pereira doit rembourser 110 milliards de dollars

C'est donc Luiz Carlos Bresser Pereira qui prend la succession de Dilson Furnaro à la tête du ministère des Finances du Brésil. Du nouveau ministre des Finances, on ne sait que peu de chose. Il y a quelques jours, il était pratiquement un inconnu. Cinquante-trois ans, époux

puisse, au contraire de Dilson Furnaro, servir de bouclier au président José Sarney.

La charge dont il hérite n'est pas mince. Le 21 du mois prochain, il y aura exactement trois mois que le Brésil a suspendu le paiement des intérêts de la dette extérieure. Quant à l'inflation,

d'acquérir une excellente réputation dans le milieu bancaire. Plus disposé à la négociation que son prédécesseur, il semble cependant peu probable qu'il change en quoi que ce soit l'orientation donnée par Dilson Furnaro dans la conduite de la renégociation de la dette (110 milliards de dollars). Même s'il se pro-

**Le président  
prône une ha**

**Volcker  
dém  
contre**

Paul Volcker, le président de la Réserve fédérale américaine, met les pieds dans le plat en déclarant qu'il faut cesser de s'occuper des autres problèmes et résoudre les problèmes de déficit. Il joint ainsi sa voix à celles des démocrates contre Ronald Reagan.

La Maison-Blanche n'est pas au bout de ses peines avec le président de la Réserve fédérale, qui poursuit obstinément sa stratégie pour stabiliser le Dollar. Après avoir officialisé le fesserrment de la politique monétaire américaine, Paul Volcker demande aujourd'hui au gouvernement d'augmenter les impôts pour réduire l'énorme déficit budgétaire. Une demande qui a pour quoi faire bondir Ronald Reagan et qui a tout pour plaire à la nouvelle majorité démocrate au Congrès.

Le président de la Réserve fédérale a déjà marqué un point, la semaine dernière, lors de la visite du premier ministre japonais à Washington. Tandis que Yasuhiro Nakasone annonçait une baisse des taux d'intérêt japonais, Paul Volcker confirmait le coup de pouce donné par le Fed aux taux d'intérêt américains. La Maison-Blanche craint que cette hausse des taux ralentisse la croissance américaine, dévalant.

Ces craintes ont été renforcées par l'augmentation du taux de base des principales banques américaines (7,75 à 8 %), deuxième en un mois, qui a suivi les déclarations de Paul Volcker. Mais celui-ci a réussi à faire prévaloir son point

**La Zambie  
avec**

Après le Pérou et le Brésil, la Zambie se met au ban de la communauté financière internationale. Le président zambien Kenneth Kuanda vient d'annoncer à l'issue d'une réunion de crise de son gouvernement la rupture avec le Fonds monétaire international et la limitation du remboursement de la dette extérieure de son pays à 10 % des recettes à l'exportation.

Ce pays africain était pourtant depuis plusieurs années un élève modèle du FMI et bien que le socialisme soit

Le plan Cruzado se meurt dans l'indifférence générale

## Le Brésil réapprend à vivre avec l'inflation

# A RECESSÃO



Depuis l'annonce du relèvement du prix des produits gelés par le plan Cruzado, les Brésiliens ont perdu la foi et le président José Sarney sa crédibilité (Photo A. Scorza/APF)

Sur les plages de sable de Maceió, le grand pôle du tourisme, à 2 500 kilomètres au nord de Rio, la nouvelle est tombée sans faire la moindre vague. Que le montariste orthodoxe Ferraz Brucher, président du Banco Central, l'équivalent brésilien de la Banque de France, soit remplacé par un économiste plus proche des vues du parti centre-gauche majoritaire, le PMDB et que le choix d'une politique économique plus « nationaliste » rende possible un durcissement du Brésil à l'égard de ses créanciers internationaux, rien de cela n'a empêché les vacanciers de sacrifier au traditionnel rituel du soleil et de la plage.

Depuis l'annonce en novembre dernier du relèvement du prix de certains produits gelés par le plan Cruzado, les Brésiliens ont perdu la foi et le président José Sarney, sa crédibilité. Retour à la case départ avec les 20 % d'inflation mensuelle prévus pour fin février. Dans le brouhaha des auto radios et des trépas électroniques de carnaval qui sillonnent la plage, une malheureuse camionnette Ford équipée de dix haut-parleurs rappelle à cette autre réalité, celle d'avant l'époque Cruzado : la campagne salariale semestrielle en cours.

Les militants du syndicat des travailleurs du bâtiment sifflent à nouveau les rues adjacentes du bord de mer, s'arrêtent à chaque immeuble en construction pour inviter les charpentiers, maçons, plâtriers, électriciens à la mobilisation pour le rajustement de leurs salaires : 60 % d'augmentation immédiate pour récupérer les pertes subies des sept derniers mois, et le rajustement mensuel selon les indices d'inflation.

Maceió, capitale d'Alagoas, l'Etat sucrier du Nordeste, forte de deux millions d'habi-

tants dont 50 % d'analphabètes, est l'exemple typique de la ville à qui le plan Cruzado a bien réussi. Le relèvement des bas salaires et le blocage des prix ont provoqué un boom de

Avec la démission du président du Banco central et l'annonce officielle de débloques et rajustements des prix, le Brésil vit les derniers soubresauts du moribond plan Cruzado. Lancé il y a un an dans une ambiance de mobilisation populaire et de grande réconciliation nationale, ce plan de stabilité économique a avorté et sera enterré, par une ironie du calendrier, le 26 février, date d'ouverture du carnaval 1987.

la consommation, qui s'est traduit pour cette ville par un afflux de touristes venus de tous les coins du Brésil. De plus, la fin de l'hyper inflation rendant la spéculation financière inutile, les capitaux se sont reportés sur l'immobilier et l'essor de la construction à Maceió a été d'autant plus fort que la demande en logements était impétueuse.

### PENURIE ET MARCHÉ NOIR

« Avant le plan Cruzado, tout le monde spéculait. Le Brésil riche vivait avec les doigts de pieds en éventail et le cigare aux lèvres en attendant que tombent les 12 % d'intérêts mensuels et ses placements qui lui suffisaient largement à vivre », commente Juarez, trente-trois ans, poète et rentier de son état, membre d'une des trente-huit familles de l'Alagoas qui monopolise 50 % de l'économie de l'Etat avec la production et le raffinement de la canne à sucre.

« J'ai pu faire construire grâce au plan Cruzado. Même pour moi, avant août 1986, c'était impossible. Le prix des matériaux changeait tous les jours, l'inflation rendait caùte que toute tentative de devis. Le plan Cruzado, malgré sa déh-

cié finale, aura au moins permis de prouver que l'inflation brésilienne n'est pas un mal irréversible. »

Tout le monde ne partage pas cette vision positive des choses.

notamment est économiste de quarante-six ans originaire de São Paulo et géant administratif du seul groupe chimique installé dans l'Etat.

« Le problème du plan Cruzado, c'est qu'aucune sortie de secours n'a été envisagée à aucun moment. Notamment qu'il faudrait bien un jour ou l'autre débloquer les prix. Le gouvernement a cru naïvement que le grand consensus national suffirait à la réussite du plan. Mais le SUNAB, l'organisme d'inspection des prix, n'a jamais eu les moyens de répondre à l'avalanche de coups de téléphone dénonçant les hausses des prix illégales et encore moins de mener à terme les centaines de procès en cours pour « crimes contre l'économie populaire ». Les gens se sont débarrassés. »

Penurie et marché noir, fruits du blocage des prix, sont apparus et l'inflation a repris de plus belle, entraînant une course poursuite avec les taux d'intérêt que le gouvernement de la Banque centrale s'efforçait de maintenir positifs afin de freiner la consommation et relancer une épargne indispensable au remboursement de la dette extérieure.

« Résultat, pourait notre économiste, c'est une machine à

rien faire et la cacophonie à tous les étages. Avec d'abord un relèvement massif du prix des cigarettes (45 à 120 %), de l'alcool (100 %), de l'essence et de l'électricité (60 %) et des automobiles (80 %) en novembre 1986, juste après les élections. Et maintenant, une tentative de hausse des taux d'intérêt sans relâcher l'investissement. Enfin, le débloquer en février de la plupart des prix. C'est la prise en compte d'une réalité qu'il n'est pas pu longtemps traquer : 20 % d'inflation d'ici à la fin du mois, 17 de plus le mois suivant, etc. »

### PEU DE CHANCES D'ABOUTIR

La politique du PMDB en clair, défini le plus jeune député fédéraliste du Brésil : développement interne et autonomie du pays, marché intérieur privilégié, aide aux plus démunis, coup d'arrêt à la fuite des capitaux, renouveau de la dette extérieure, et s'il le faut moralitaire et cessation des paiements des intérêts de la dette extérieure.

En attendant, le Brésil vit bel et bien la récession. Les prix ont été débloqués mais pas les salaires et le pays a épuisé ses réserves monétaires. Quant au pacte social entre syndicats, gouvernement et industriels, il a bien peu de chances d'aboutir.

« Je ne sais plus ce qu'il faut croire », dit cette femme de soixante-six ans, perdue entre les rayons du supermarché. De rayon en rayon, les employés de magasin rajustent les prix à la hausse selon la nouvelle table des prix de soixante et un produits de consommation courante. Un journal national ironise : « Manipulez-vous de la nouvelle table des prix et mettez-vous la sur la tête. C'est bon pour se protéger de la pluie. »

CATHERINE ROUBAUD à Rio de Janeiro

## Le vice-président britannique d'Eurotunnel démissionne

### Le tunnel sous la Manche ébranlé par le départ de lord Pennock

Alors que le projet du tunnel sous la Manche semblait s'engager sous les meilleurs auspices, la démission du coprésident britannique du groupe Eurotunnel risque de remettre tout en question. La deuxième partie du financement du projet est aujourd'hui moins bien assurée. C'est le moment choisi par le lobby anti-tunnel pour retrouver une nouvelle ardeur.

Le 21 janvier dernier, les dirigeants du groupe Eurotunnel réunissaient la presse à Londres. Profitant du premier anniversaire de l'annonce officielle du percement du tunnel sous la Manche, le coprésident britannique, lord Pennock, annonçait alors que tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes industriels.

Le projet de loi autorisant le début des travaux allait être logiquement approuvé avant l'été par les deux Chambres du Parlement britannique pour recevoir ensuite l'assentiment de la souveraine. Les milieux de la City, qui avaient impressionné par la compétence et le professionnalisme de l'équipe menée à la tête d'Eurotunnel répondaient présents pour le financement du projet. Enfin, l'hostilité d'une partie du public britannique à l'égard du projet avait notablement diminué au cours des douze derniers mois.

Il n'a guère fallu plus de trois semaines pour que cette vision idyllique de la réalité soit sérieusement remise en question. Lord Pennock est démissionnaire et le conseil d'administration d'Eurotunnel est à la recherche d'un remplaçant. Une tâche d'autant plus malaisée que tous les candidats présentés jusqu'à présent ont refusé le poste.

Officiellement, lord Pennock démissionne pour raison personnelle. Les tâches de coprésident qu'il exerçait en compagnie de François André Bernard demandaient trop de temps à côté d'autres engagements, notamment à la direction de la banque d'affaires Morgan Grenfell, quelque peu ébranlée par le récent scandale boursier Guinness.

Mais il semble aussi que le départ de lord Pennock soit lié au fait qu'il s'entend plutôt mal

avec un autre directeur d'Eurotunnel, sir Nigel Brookes, dirigeant du puissant conglomérat industriel Trafalgar House. Ce dernier passe pour être l'ennemi juré de la Banque d'Angleterre et du gouvernement conservateur au conseil d'administration.

### LA CRISE EST OUVERTE

La crise est donc ouverte. A l'évidence, elle ne va pas se résoudre le prestige de responsables d'Eurotunnel dans les milieux financiers londoniens qui, à l'autonomie dernier, s'étaient soustraits (et sous la pression directe de la Banque d'Angleterre) à la première émission de 250 millions de livres sterling d'actions destinées à financer l'ouvrage.

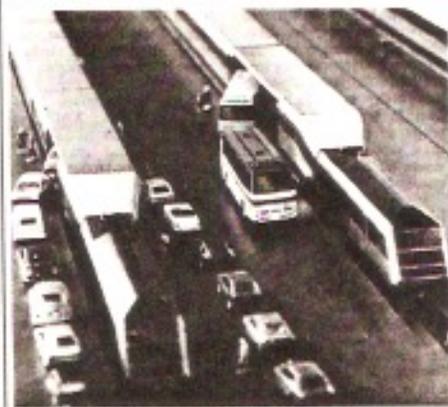
Or une seconde émission, de 750 millions de livres cette fois, est prévue à l'autonomie prochain. Son échec porterait un coup, sinon mortel, du moins extrêmement sévère, à la viabilité du projet. De succès de ces émissions dépend, en effet, un accord pour le financement de 4 milliards de livres sterling de prêts négociés avec une cinquantaine d'établissements bancaires internationaux.

Dans un premier temps, ce qui avait indigné la City tenait au fait que le conseil d'administration apparaissait comme trop lié aux principales entreprises de travaux publics qui avaient mis sur pied Eurotunnel et qui comptaient, bien sûr, se voir attribuer une partie plus que substantielle des travaux.

Après avoir fait de sérieux efforts pour apparaître comme une direction indépendante prête à négocier fermement les meilleures conditions techniques et financières de l'ouvrage — y compris avec ses propres actionnaires —, le conseil d'administration n'a pas réussi à éliminer les conflits qui se développaient en son sein.

Une situation qui, aujourd'hui, conforte son caractère de lobby anti-tunnel dirigé par les compagnies maritimes mais également les parlementaires hostiles au projet de loi. Ceux-là espèrent bien utiliser ces difficultés pour obtenir, en multipliant les amendements, son passage devant la Chambre des lords prévu ce début de semaine.

Jean-Claude DHARCE à Londres



L'incertitude liée à la succession du vice-président d'Eurotunnel ne va pas relever le prestige du projet dans les milieux financiers londoniens (Photo E. Press/Sygnia)

Le plan Cruzado se meurt dans l'indifférence générale

## Le Brésil réapprend à vivre avec l'inflation

# A RECESSÃO



Depuis l'annonce du relèvement du prix des produits gelés par le plan Cruzado, les Brésiliens ont perdu la foi et le président José Sarney sa crédibilité (Photo A. Souza/AGF)

Sur les plages de sable de Maciço, le grand pôle du tourisme, à 2 500 kilomètres au nord de Rio, la nouvelle est tombée sans faire la moindre vague. Que le matérialiste orthodoxe Fernando Bracher, président du Banco Central, l'équivalent brésilien de la Banque de France, soit remplacé par un économiste plus proche des vues du parti centre-gauche majoritaire, le PMDB et que le choix d'une politique économique plus « nationale » rende possible un durcissement du Brésil à l'égard de ses créanciers internationaux, rien de cela n'a empêché les vacanciers de sacrifier au traditionnel rituel du soleil et de la plage.

Depuis l'annonce en novembre dernier du relèvement du prix de certains produits gelés par le plan Cruzado, les Brésiliens ont perdu la foi et le président José Sarney, sa crédibilité. Retour à la case départ avec les 20 % d'inflation mensuelle prévus pour fin février. Dans le brouhaha des auto radios et des trins électroniques de carnaval qui sillonnent la plage, une malheureuse camionnette Ford équipée de dix haut-parleurs rappelle à une autre réalité, celle d'avant l'épisode Cruzado : la campagne électorale semestrielle en cours.

Les militants du syndicat des travailleurs du bâtiment sillonnent à nouveau les rues adjacentes du bord de mer, s'arrêtant à chaque immeuble en construction pour inviter les charpentiers, maçons, plâtriers, électriciens à la mobilisation pour le relèvement de leurs salaires : 60 % d'augmentation immédiate pour récupérer les pertes subies ces sept derniers mois, et le réajustement mensuel selon les indices d'inflation.

Maciço, capitale d'Alagoas, l'Etat sucrier du Nordeste, forte de deux millions d'habi-

tants dont 50 % d'analphabètes, est l'exemple typique de la ville à qui le plan Cruzado a bien réussi. Le relèvement des bas salaires et le blocage des prix ont provoqué un boom de

ci finale, aura au moins permis de prouver que l'inflation brésilienne n'est pas un mal irréversible. « Tout le monde ne partage pas cette vision positive du chemin. Avec la démission du président du Banco central et l'annonce officielle de déblocages et rajustements des prix, le Brésil vit les derniers soubresauts du moribond plan Cruzado. Lancé il y a un an dans une ambiance de mobilisation populaire et de grande réconciliation nationale, ce plan de stabilité économique a avorté et sera enterré, par une ironie du calendrier, le 26 février, date d'ouverture du carnaval 1987.

la consommation, qui s'est traduit pour cette ville par un afflux de touristes venus de tous les coins du Brésil. De plus, la fin de l'hyper inflation entraînant la spéculation financière inutile, les capitaux se sont reportés sur l'immobilier et l'essor de la construction à Maciço a été d'autant plus fort que la demande en logements était importante.

### PENURIE ET MARCHÉ NOIR

« Avant le plan Cruzado, tout le monde spéculait. Le Brésil riche vivait avec les doigts de pieds en éventail et le cigare aux lèvres en attendant que tombent les 12 % d'intérêts mensuels et les placements qui lui suffisaient largement à vivre », commente Juarez, trente-trois ans, poète et rentier de son état, membre d'une des quatre-vingt familles de l'Alagoas qui monopolise 50 % de l'économie de l'Etat avec la production et le raffinement de la canne à sucre.

« J'ai pu faire construire grâce au plan Cruzado. Même pour moi, avant mars 1986, c'était impossible. Le prix des matériaux chargeait tous les jours, l'inflation rendait caduque toute tentative de devis. Le plan Cruzado, malgré sa débâ-

te, aura au moins permis de prouver que l'inflation brésilienne n'est pas un mal irréversible. « Tout le monde ne partage pas cette vision positive du chemin.

rière toute et la cacophonie à tous les étages. Avec d'abord un relèvement massif du prix des cigarettes (45 à 120 %), de l'alcool (100 %), de l'essence et de l'électricité (60 %) et des automobiles (80 %) en novembre 1986, juste après les élections. Et maintenant, une tentative de baisse des taux d'intérêt sans relâcher l'inflation. Enfin, le déblocage en février de la plupart des prix. C'est la prime en compte d'une réalité qu'ils n'ont pas pu longtemps traquer : 20 % d'inflation d'ici à la fin du mois, 13 de plus le mois suivant, etc. »

### PEU DE CHANCES D'ABOUTIR

La politique du PMDB est claire, défend le plus jeune député fédéral du Brésil : développement interne et autonomie du pays, marché intérieur privilégié, aide aux plus démunis, coup d'arrêt à la fuite des capitaux, renégociation de la dette extérieure, et s'il le faut moratoire et cessation des paiements des intérêts de la dette extérieure. En attendant, le Brésil vit bel et bien la récession. Les prix ont été déblocés mais pas les salaires et le pays a épuisé ses réserves monétaires. Quant au pacte social entre syndicats, gouvernement et industriels, il a bien peu de chances d'aboutir. « Je ne suis pas ce qu'il faut croire », dit cette femme de soixante-cinq ans, perdue entre les rayons du supermarché. De rayon en rayon, les employés de magasin rajustent les prix à la hausse selon la nouvelle table des prix de soixante et un produits de consommation courante. Un journal national ironise : « Marmite-tout de la nouvelle table des prix et ayez-vous la sur la tête. C'est bon pour se protéger de la pluie. »

« Résultat, poursuit notre économiste, c'est machine ar-

rière toute et la cacophonie à tous les étages. Avec d'abord un relèvement massif du prix des cigarettes (45 à 120 %), de l'alcool (100 %), de l'essence et de l'électricité (60 %) et des automobiles (80 %) en novembre 1986, juste après les élections. Et maintenant, une tentative de baisse des taux d'intérêt sans relâcher l'inflation. Enfin, le déblocage en février de la plupart des prix. C'est la prime en compte d'une réalité qu'ils n'ont pas pu longtemps traquer : 20 % d'inflation d'ici à la fin du mois, 13 de plus le mois suivant, etc. »

Le vice-président britannique d'Eurotunnel démissionne

## Le tunnel sous la Manche ébranlé par le départ de lord Pennock

Alors que le projet du tunnel sous la Manche semblait s'engager sous les meilleurs auspices, la démission du coprésident britannique du groupe Eurotunnel risque de remettre tout en question. La deuxième partie du financement du projet est aujourd'hui moins bien assurée. C'est le moment choisi par le lobby anti-tunnel pour retrouver une nouvelle ardeur.

Le 21 janvier dernier, les dirigeants du groupe Eurotunnel réunissaient la presse à Londres. Profitant du premier anniversaire de l'annonce officielle du percement du tunnel sous la Manche, le coprésident britannique, lord Pennock, annonça alors que tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes industriels.

Le projet de loi autorisant le débat des travaux allait être logiquement approuvé avant d'être par les deux Chambres de Parlement britannique pour recevoir ensuite l'assentiment de la souveraine. Les milieux de la City, qui avaient impressionné par la compétence et le professionnalisme de l'équipe mise à la tête d'Eurotunnel répondaient présents pour le financement du projet. Enfin, l'hostilité d'une partie du public britannique à l'égard du projet avait notablement diminué au cours des douze derniers mois.

Il n'a guère fallu plus de trois semaines pour que cette vision idyllique de la réalité soit sérieusement remise en question. Lord Pennock est démissionnaire et le conseil d'administration d'Eurotunnel est à la recherche d'un remplaçant. Une tâche d'autant plus malaisée que tous les candidats présentés jusqu'à présent ont refusé le poste.

Officiellement, lord Pennock démissionne pour raisons personnelles. Les tâches de coprésident qu'il occupait en compagnie de François André Benard demandaient trop de temps à côté d'autres engagements, notamment à la direction de la banque d'affaires Morgan Grenfell, quelque peu ébranlée par le récent scandale boursier Guinness.

Mais il semble aussi que le départ de lord Pennock soit lié au fait qu'il s'ennuyait plutôt mal

avec un autre directeur d'Eurotunnel, sir Nigel Brookes, dirigeant du puissant conglomérat industriel Trafalgar House. Ce dernier passe pour être l'ennemi grisé de la Banque d'Angleterre et du gouvernement conservateur au conseil d'administration.

### LA CRISE EST OUVERTE

La crise est donc ouverte. A l'évidence, elle ne va pas relever le prestige des responsables d'Eurotunnel dans les milieux financiers londoniens qui, à l'automne dernier, n'avaient souscrit que d'estime justesse (et sous la pression directe de la Banque d'Angleterre) à la première émission de 250 millions de livres sterling d'actions destinées à financer l'ouvrage.

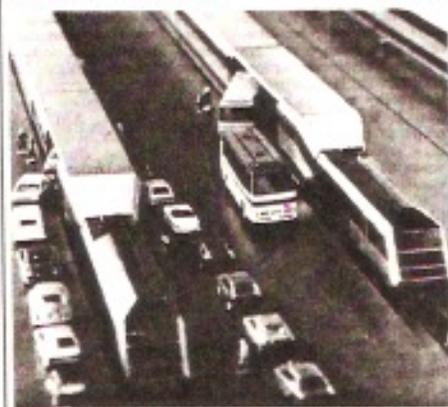
Or une seconde émission, de 750 millions de livres cette fois, est prévue à l'automne prochain. Son échec porterait un coup, sinon mortel, du moins extrêmement sévère, à la viabilité du projet. De succès de ces émissions dépend, en effet, un accord pour le financement de 4 milliards de livres sterling de prêt négocié avec une cinquantaine d'établissements bancaires internationaux.

Dans un premier temps, ce qui avait indisposé la City tenait au fait que le conseil d'administration apparaissait comme trop lié aux principales entreprises de travaux publics qui avaient mis sur pied Eurotunnel et qui, cependant, bien sûr, se voient attribuer une partie plus que substantielle des travaux.

Après avoir fait de sérieux efforts pour apparaître comme une direction indépendante prête à négocier fermement les meilleures conditions techniques et financières de l'ouvrage — y compris avec ses propres actionnaires —, le conseil d'administration n'a pas réussi à éliminer les conflits qui se développaient en son sein.

Une situation qui, aujourd'hui, confère non seulement le très actif lobby anti-tunnel dirigé par les compagnies maritimes mais également les parlementaires hostiles au projet de loi. Ceux-là espèrent bien utiliser ces difficultés pour ralentir, en multipliant les amendements, son passage de la Chambre des lords prévu ce début de semaine.

Jean-Claude DIBARCE à Londres



L'incertitude liée à la succession du vice-président d'Eurotunnel ne va pas relever le prestige du projet dans les milieux financiers londoniens (Photo L. Press-Sygnal)